

Direction générale des services

ARRÊTÉ

Reçu en préfecture le 11/04/2023
Publié le

Envoyé en préfecture le 11/04/2023

Levrauit

N° 23.02.46

Modifie l'arrêté n°20.06.16

Portant délégation de fonctions à Monsieur Christophe BOSIO Conseiller Municipal

## LE MAIRE DE LA TRINITÉ,

- **VU** l'article L. 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui autorise le Maire, sous sa surveillance et sa responsabilité, à déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs conseillers municipaux,
- **VU** le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 28 mai 2020, constatant l'élection de Monsieur Christophe BOSIO, en qualité de Conseiller Municipal au Maire,
- **VU** l'arrêté n°20.06.16 en date du 4 juin 2020, portant délégation de fonctions à Monsieur Christophe BOSIO, en sa qualité de Conseiller Municipal pour les SENTIERS COMMUNAUX, CHASSE ET LOUVETERIE et second par ordre de priorité pour les TRAVAUX ET LA VOIRIE,
- **CONSIDÉRANT** que pour permettre une bonne administration de l'activité communale, il convient de modifier la délégation de fonctions à Monsieur Christophe BOSIO, Conseiller Municipal,

## ARRÊTE

- Article 1: Monsieur Ladislas POLSKI, Maire de la Ville de La Trinité, donne sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de fonctions à Monsieur Christophe BOSIO, en sa qualité de Conseiller Municipal pour les SENTIERS COMMUNAUX, CHASSE ET LOUVETERIE, TRAVAUX, VOIRIE ET RÉSEAUX.
- Article 2: La délégation consentie par le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification à Monsieur Christophe BOSIO.
- Article 3: Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, notifié à l'intéressé et transmis au contrôle de la légalité et à Monsieur le Trésorier.

- 7 AVR. 2023
Fait à LA TRINITE, le .....

Le Maire,

Ladislas POLSKI

Le Conseiller municipal délégué au Maire,

Monsieur Christophe BOSIO

Notifié le 1 1 AVR. 2023

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acté et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification.